



Prière d'afficher et de diffuser

APPEL DE CANDIDATURES – CONSEILLER.ÈRE JURIDIQUE VOLONTAIRE AU SALVADOR

Poste :	Conseiller.ère juridique volontaire
Pays d'affectation:	Salvador (San Salvador)
Durée:	6 mois
Date de début:	Hiver 2023
Langue de travail:	Espagnol
Conditions:	Les mandats sont de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme. Les mandats sont non accompagnés. Les volontaires doivent participer à des séances de formation et préparation pré-départ.

Avocats sans frontières Canada (ASFC)

ASFC est une organisation non gouvernementale de coopération internationale dont la mission est de contribuer à la mise en œuvre des droits humains des personnes en situation de vulnérabilité, par le renforcement de l'accès à la justice et à la représentation juridique.

Contexte

ASFC est présentement à la recherche de deux conseiller.ères juridiques volontaires pour son projet au Salvador, « Meilleur accès à la justice pour les victimes de violences fondées sur le genre (Unid@s) ».

Le projet Unid@s est mis en œuvre par ASFC et est financé par Affaires mondiales Canada. Ce projet a comme objectif d'accroître l'accès à la justice pour les victimes de violences fondées sur le genre au Salvador, particulièrement les femmes et les filles, en leur permettant de mettre en œuvre leurs droits de manière plus effective. L'initiative mise sur la mobilisation de la société civile, au premier chef les avocat.e.s défenseur.e.s des droits humains, comme actrice incontournable du renforcement de la justice afin de la pousser à devenir une institution capable de jouer un rôle central dans la lutte contre les violences fondées sur le genre.

Dans le cadre de ce projet, ASFC cherche à combler un premier mandat au sein de son bureau à San Salvador et un second au sein d'une organisation de la société civile partenaire.

Sécurité et mesures sanitaires

La sécurité des volontaires et des autres collaborateur.trices est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatrié.e.s, les volontaires et le personnel en mission court terme, dont les politiques institutionnelles et les mesures sanitaires en lien avec la pandémie.

Les candidat.e.s sélectionné.e.s sont formé.e.s en matière de sécurité et doivent s'engager à respecter les mesures et protocoles. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, ASFC peut reporter ou annuler le déploiement de volontaires sélectionné.e.s, notamment pour des motifs liés à la sécurité ou à la situation sanitaire.

Description du poste

Les conseiller.ères juridiques volontaires seront appelé.e.s à réaliser une diversité de tâches juridiques liées aux droits humains. Ils/Elles pourraient contribuer à la documentation, à l'analyse de problématiques de droits humains ou à la rédaction de rapports thématiques. Également, les volontaires pourraient participer à la préparation de propositions de réformes législatives, à l'analyse de la jurisprudence ou à l'avancée de dossiers de litige stratégique menés devant des tribunaux nationaux ou instances internationales.

Concrètement, les volontaires peuvent être amené.e.s à réaliser les tâches suivantes :

- Contribuer à la préparation de la documentation nécessaire de dossiers travaillés par l'organisation, notamment pour participer aux audiences thématiques de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme;
- Effectuer des recherches juridiques liées à des cas concrets de graves violations de droits humains;
- Réaliser des recherches et analyses, et participer à la rédaction de documents juridiques sur des thèmes de droits humains, droit pénal international, droit international humanitaire, justice de genre, violence sexuelle;
- Analyser la jurisprudence et la systématiser;
- Coordonner le processus de collecte, l'analyse et la triangulation des informations pour la préparation de documents;
- Participer aux activités de plaidoyer auprès des autorités;
- Organiser des ateliers de formation destinés à la société civile et aux fonctionnaires publics;
- Analyser et participer à l'élaboration de stratégies et arguments juridiques;
- Assister aux audiences des cas identifiés;
- Participer à la rédaction de documents soumis aux tribunaux nationaux ou aux instances internationales;
- Participer à la documentation et la systématisation de cas, incluant l'organisation et la classification de preuves;
- Participer aux réunions avec les parties impliquées dans les cas identifiés (avocats, Ministère Public, victimes etc.);
- Rédiger des articles sur le travail juridique réalisé (principalement pour le site web d'ASFC);
- Appuyer le renforcement organisationnel incluant l'organisation du travail, la gestion de l'information, les communications, etc.

Qualifications

- Formation universitaire en droit;
- Maîtrise de l'espagnol parlé et écrit;
- Connaissances en matière de droit pénal international et/ou de droits humains et/ou de droit international humanitaire et/ou de justice de genre et violence sexuelle;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Aptitudes pour la rédaction et la recherche juridique;
- Capacité à intégrer rapidement les concepts de droit interne pour les harmoniser avec les connaissances en droit international;
- Capacité à s'adapter à des situations et conditions de travail parfois difficiles (mesures de sécurité restrictives, ressources limitées, difficultés logistiques, travail sous pression, etc.);

- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs d'ASFC;
- Capacité à travailler en équipe, entregent et intelligence interpersonnelle;
- Capacité à s'intégrer à des dynamiques de travail variées;
- Disponibilité pour voyager à l'intérieur du pays;
- Compétences informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Respect absolu de la confidentialité de l'information traitée au sein du projet.

Atouts

- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience en gestion de projet et connaissance de la gestion axée sur les résultats;
- Expérience auprès de communautés ou de groupes en situation de vulnérabilité;
- Expérience de travail au Salvador ou en Amérique latine;
- Connaissances du contexte social, économique et juridique du Salvador ou d'autres pays de la région ou pays en situation post-conflit.

Conditions d'admissibilité

- Être couvert.e par le régime d'assurance maladie de sa province ou de son État ou par un régime privé;
- Être disponible pour participer à une formation pré-départ.

Processus de sélection

Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) à recrutement.pcv@asfcanada.ca en indiquant dans l'objet « **Conseiller.ère juridique volontaire au Salvador** ». Les personnes intéressées sont invitées à postuler dès que possible. Nous acceptons les candidatures jusqu'à ce que les postes soient comblés.

Nous remercions de leur intérêt toutes les personnes ayant présentées leur candidature. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.